

ÉTATS-UNIS

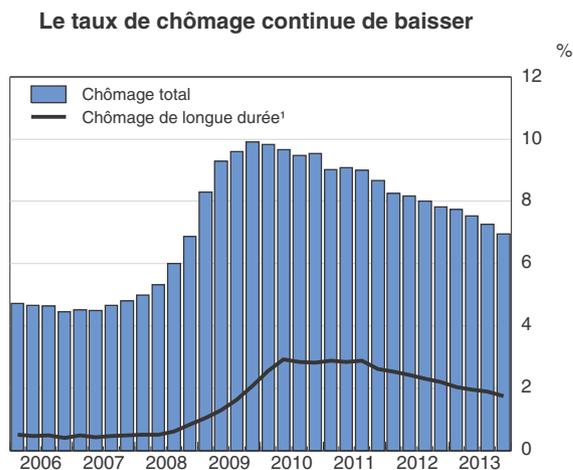
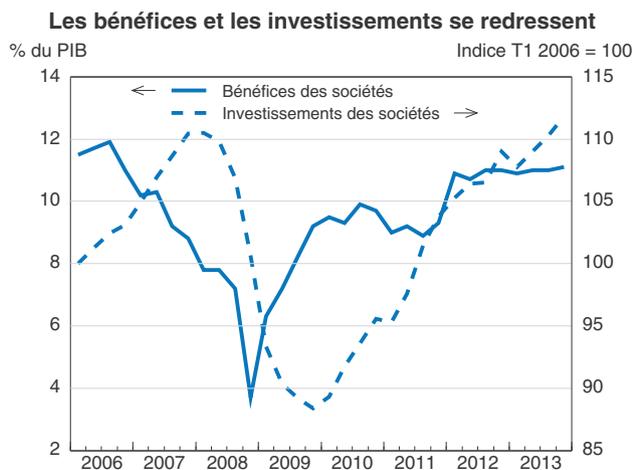
L'activité économique devrait repartir à la hausse en 2014, une fois dissipés les effets des rigueurs climatiques de l'hiver dernier. Compte tenu de l'ampleur des réserves de trésorerie des entreprises et de l'amélioration des perspectives de la demande, l'investissement productif devrait s'accroître sensiblement. Une hausse notable des prix des actifs a gonflé le patrimoine des ménages ce qui, allié à une amélioration constante du marché du travail, devrait favoriser la consommation privée et l'investissement résidentiel.

La contraction budgétaire pèse moins sur la croissance économique même s'il va falloir un assainissement supplémentaire plus lent pour assurer la viabilité des finances publiques. La politique monétaire demeure à juste titre très accommodante, avec un sous-emploi persistant des ressources sur le marché du travail et une inflation toujours faible. La Réserve fédérale a engagé un ralentissement de ses programmes d'achats d'actifs et ce mouvement devrait se poursuivre pendant la majeure partie de 2014. Il sera opportun de maintenir les taux directeurs à un bas niveau pendant quelque temps, mais ces taux devraient remonter d'ici à la mi-2015.

Les effets sur l'économie des mauvaises conditions météorologiques se dissipent

Un hiver inhabituellement rigoureux a freiné la croissance au début de 2014 à hauteur, selon les estimations, d'un point de pourcentage en rythme annuel. De plus, alors qu'elles avaient auparavant contribué de manière fortement positive à la croissance, les évolutions de la variation des stocks ont eu à l'inverse pour effet de réduire la croissance de ½ point de pourcentage au premier trimestre. Toutefois, des indicateurs avancés, comme les intentions d'investissement et les anticipations des entreprises, de même que les mesures plus favorables de la confiance des consommateurs et des entreprises, tendent à montrer que l'activité se redresse.

États-Unis



1. Personnes au chômage depuis 52 semaines au moins.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; Bureau de statistiques sur l'emploi (BLS, Bureau of Labor Statistics) des États-Unis ; Bureau d'analyse économique (BEA, Bureau of Economic Analysis) des États-Unis.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933053372>

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2011	2012	2013	2014	2015
Emploi ¹	1.0	1.6	1.4	1.7	1.7
Taux de chômage ²	8.9	8.1	7.4	6.5	6.0
Rémunération par salarié ³	2.7	2.3	1.2	1.9	2.9
Productivité du travail	0.9	1.1	0.4	0.8	1.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.0	1.2	1.0	1.0	1.0
Déflateur du PIB	2.0	1.7	1.5	1.5	1.9
Indice des prix à la consommation	3.1	2.1	1.5	1.5	1.7
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ⁴	1.4	1.8	1.2	1.3	1.6
Déflateur de la consommation privée ⁵	2.4	1.8	1.1	1.3	1.6
Revenu disponible réel des ménages	2.4	2.0	0.7	2.5	3.2

1. Basé sur l'enquête conduite par le Bureau of Labor Statistics (BLS) auprès des entreprises.
2. En pourcentage de la population active, basé sur l'enquête conduite par le BLS auprès des ménages.
3. Pour l'ensemble de l'économie.
4. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.
5. Déflateur des dépenses de consommation des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

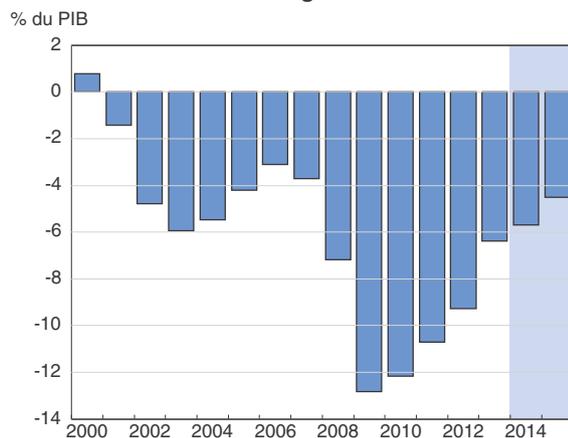
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054797>

L'investissement et la consommation vont repartir à la hausse

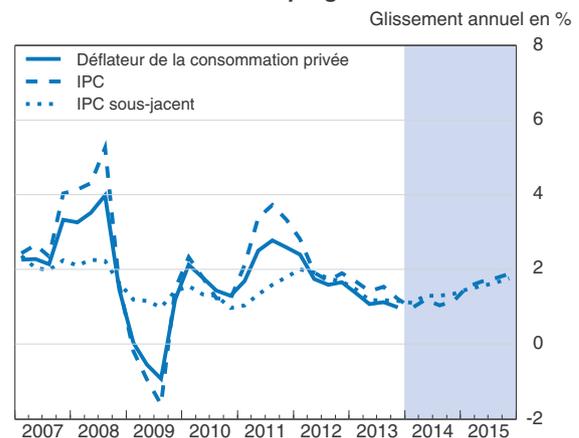
Des conditions financières favorables et l'accélération de la demande globale contribueront à une croissance substantielle de l'investissement productif. Ce rebond sera aussi facilité par l'ampleur des bénéfices des entreprises, qui ont été considérables, et tiennent en partie à la modération des tensions salariales. Le désendettement des ménages et la hausse des prix des actifs ont fortement gonflé le patrimoine des ménages, ce qui contribuera à soutenir la croissance de la consommation. L'investissement résidentiel, actuellement historiquement déprimé, devrait repartir, stimulé par la demande liée à un taux de formation des

États-Unis

Les déficits budgétaires se réduisent



L'inflation s'accélère progressivement



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Bureau d'analyse économique (BEA, Bureau of Economic Analysis) des États-Unis.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933053391>

États-Unis : Indicateurs financiers

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'épargne nette des ménages ¹	5.7	5.6	4.5	4.1	4.0
Solde financier des administrations publiques ²	-10.7	-9.3	-6.4	-5.8	-4.6
Dette brute des administrations publiques ³	98.8	102.1	104.3	106.2	106.5
Balance des opérations courantes ²	-2.9	-2.7	-2.3	-2.5	-2.9
Taux d'intérêt à court terme ⁴	0.4	0.4	0.3	0.3	0.9
Taux d'intérêt à long terme ⁵	2.8	1.8	2.4	3.0	3.6

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

4. Euro-dollar à 3 mois.

5. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054816>

ménages repartant à la hausse, même si l'augmentation des taux hypothécaires est récemment venu modérer l'activité.

Le marché du travail se rétablit peu à peu

Grâce à la progression constante de l'emploi, le taux de chômage a régulièrement baissé depuis 2009 pour s'établir à 6.7 % au premier trimestre de 2014. Par ailleurs, la diminution du taux d'activité s'est inversée au premier trimestre, un très grand nombre d'inactifs venant grossir les chiffres à la fois de l'emploi et du chômage. Toutefois, le nombre de chômeurs de longue durée et de travailleurs découragés demeure à un niveau historiquement élevé et une grande proportion

États-Unis : Demande et production

	2012	2013	2014	2015	Quatrième trimestre		
					2013	2014	2015
	Prix courants milliards de \$	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2009)					
PIB aux prix du marché	16 244.6	1.9	2.6	3.5	2.6	2.7	3.6
Consommation privée	11 149.6	2.0	3.0	3.2	2.3	3.2	3.2
Consommation publique	2 548.1	-2.0	-0.5	0.0	-2.4	0.5	0.1
Formation brute de capital fixe	3 028.1	2.9	3.5	9.2	2.2	5.8	9.1
Secteur public	619.0	-3.2	-3.4	-0.2	-2.4	-3.0	-0.3
Secteur privé : résidentiel	439.2	12.2	4.9	15.8	6.9	10.6	15.0
Secteur privé : autres	1 970.0	2.7	5.3	10.1	2.6	7.1	10.0
Demande intérieure finale	16 725.8	1.6	2.6	3.9	1.6	3.3	3.9
Variation des stocks ¹	66.0	0.2	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	16 791.8	1.7	2.6	3.9	2.3	3.2	3.9
Exportations de biens et services	2 195.9	2.7	2.7	5.3	4.9	1.9	5.3
Importations de biens et services	2 743.1	1.4	3.1	7.2	2.8	4.8	7.1
Exportations nettes ¹	- 547.2	0.1	-0.2	-0.5			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054835>

États-Unis : Indicateurs extérieurs

	2011	2012	2013	2014	2015
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	2 101.2	2 195.9	2 259.9	2 345	2 494
Importations de biens et services	2 669.9	2 743.1	2 757.2	2 876	3 113
Balance commerciale	- 568.8	- 547.2	- 497.3	- 531	- 619
Solde des invisibles	111.0	106.8	118.0	95	76
Balance des opérations courantes	- 457.7	- 440.4	- 379.3	- 436	- 544
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	7.1	3.5	2.7	2.7	5.3
Importations de biens et services en volume	4.9	2.2	1.4	3.1	7.2
Résultats à l'exportation ¹	0.2	0.0	- 0.3	- 1.5	- 0.7
Termes de l'échange	- 1.3	0.4	1.1	- 0.1	0.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054854>

d'actifs déclarent travailler à temps partiel pour des raisons économiques le marché du travail. À mesure que la reprise se consolide et que les ressources inutilisées sur le marché du travail continuent d'être absorbées, la progression de la rémunération du travail, qui a été lente jusqu'ici, devrait peu à peu se renforcer.

La Réserve fédérale a commencé à diminuer ses achats d'actifs

La politique monétaire conserve une orientation très comme il se doit dans un contexte de sous-utilisation des ressources sur le marché du travail et de l'évolution anémique des prix et des salaires. L'inflation est tombée à un bas niveau, même si certains des facteurs à l'origine de ce repli sont sans doute transitoires, et les tensions sur les salaires demeurent modérées. La reprise s'installant, la Réserve fédérale a commencé à réduire ses programmes d'achats massifs d'actifs en janvier 2014. Ces achats devraient diminuer peu à peu pendant la majeure partie de l'année. Sur fond de renforcement continu de l'activité, la politique monétaire accommodante devrait être démantelée progressivement au fur et à mesure du retour à la normale de la situation économique, et les taux directeurs devraient commencer à augmenter d'ici à la mi-2015.

La politique budgétaire pèse moins sur l'activité

L'accord politique ayant permis l'adoption de la loi de finances bipartite et le relèvement ultérieur du plafond de la dette réduit les incertitudes liées à la politique budgétaire pendant la période considérée. Néanmoins, la politique budgétaire continue de freiner la croissance. La baisse effective du rythme de l'assainissement budgétaire, d'environ 0.25 % du PIB en 2014 comme en 2015, est relativement modeste et se traduit par une amélioration du solde primaire sous-jacent d'environ $\frac{2}{3}$ point de pourcentage du PIB environ chacune de ces deux années, soit nettement moins que la réduction de $1\frac{3}{4}$ pour cent de PIB enregistrée en 2013. Selon les prévisions à plus long terme du CBO, des tensions sur les dépenses vont réapparaître après 2015 et soulignent la nécessité

d'élaborer une stratégie à moyen terme pour assurer la viabilité des finances publiques.

Les risques pesant sur la reprise demeurent non négligeables

La reprise économique reste sujette à divers risques. Du côté négatif, l'investissement productif devrait se redresser moins vigoureusement être que prévu si les anticipations de croissance des entreprises de détériorent. Du côté positif, la bonne situation financière des ménages pourrait entraîner une réduction du taux d'épargne, ce qui renforcerait la consommation davantage qu'on ne l'attendait. Enfin, certains facteurs, comme un regain de compétitivité et la baisse des prix de l'énergie, pourraient également donner un coup de fouet à la croissance économique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « États-Unis », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.